

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION - ARF**

22 rue Jean Messenger  
BP 137  
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : 125\_2026  
Code AIOT : 0005103993

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION - ARF implanté 22 RUE JEAN MESSAGER 59330 Saint-Remy-du-Nord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée en salle. Elle concerne le système de gestion de la sécurité sur le volet formation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION - ARF
- 22 RUE JEAN MESSAGER 59330 Saint-Remy-du-Nord
- Code AIOT : 0005103993

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux. Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil associées aux rubriques 4120 *Toxicité aiguë catégorie 2* et 4511 *Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2*.

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour".

#### Thèmes de l'inspection :

- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Formation – Organisation générale	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Formation – Plan de formation (suivi)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation – Plan de formation (élaboration)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
3	Formation – Plan de formation (contenu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
5	Formation – Evaluation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
6	Formation – Entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que l'exploitant dispose d'une organisation satisfaisante en matière de formation des agents concernés par la prévention des accidents majeurs. Les dispositions associées sont formalisées dans une procédure liée au SGS. L'exploitant a élaboré des plans de formations, comportant des formations à suivre de façon adaptée aux missions des agents.

Concernant les entreprises extérieures, l'exploitant indique les compétences attendues dans les plans de prévention.

L'Inspection relève néanmoins des écarts pour lesquels la mise en place d'actions correctives est demandée:

- la description de l'organisation de la formation est incomplète,
- les fonctions en charge des étapes de mise en œuvre, enregistrement et évaluation de la formation ne sont pas identifiées dans la procédure PG/HSE/ARF/03.

Enfin, l'Inspection formule des demandes visant d'une part la mise en place d'un nouveau module de formation spécifique et, d'autre part, à améliorer le système mis en place. Une réponse est attendue sous 3 mois sauf délai contraire mentionné au point de contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation – Organisation générale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  1. Organisation, formation  [...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un "manuel" SGS, version du 16/05/2025 qui comporte un organigramme production et un organigramme administratif dans lequel seule une personne est mentionnée pour les Ressources Humaines (RH). L'organisation des RH n'est pas décrite dans le manuel SGS et Mme SERUSIER n'apparaît pas dans l'organigramme. <b>Voir demande d'action corrective n°1</b>

L'organisation de la formation est encadrée par plusieurs procédures et un document mentionnés au paragraphe *organisation - formation* : la procédure (PG/HSE/ARF/10) *accueil du personnel*, la procédure (PG/HSE/ARF/02) *gestion de la formation*, la procédure (PG/HSE/ARF/11) *accueil des entreprises extérieures*, le document (DOC/VEN/SGS/15\*\*) *entreprises extérieures intervenant dans la prévention et le traitement des accidents majeurs*.

\*\* L'exploitant a signalé une erreur de saisie (15 au lieu de 16) dans le manuel SGS.

Le SGS du site dépend du directeur QHSE et du responsable QHSE / SGS.

La procédure *gestion de la formation* (PG/ARF/RH/02 du 18/02/25) décrit le processus d'organisation des formations. Le programme de formation est établi par le service RH une fois par an à partir du mois de septembre. Il est établi à partir du recensement des besoins avec la trame du plan de formation par fonction et les besoins identifiés lors des entretiens professionnels.

La procédure (PG/HSE/ARF/11 du 24/10/2024) *accueil des entreprises extérieures* détaille les étapes d'accueil d'une entreprise extérieure. Le logigramme renvoie à l'établissement d'un plan de prévention si le travail est dangereux ou estimé à + de 400 heures. Il renvoie également à une procédure dédiée en cas d'intervention dans un espace confiné.

Le document (DOC/VEN/SGS/16) contient la liste des entreprises extérieures qui interviennent pour les vérifications ou des audits sur les MMR et les équipements importants pour la sécurité.

L'exploitant a présenté la procédure PG/ARF/RH/03 *Évaluation des connaissances et compétences*, version 0 datée du 29/01/2026. Celle-ci n'est pas mentionnée à l'item « organisation, formation » du manuel SGS. **Voir demande n°1**

Elle précise que le dispositif de formation s'appuie également sur la méthodologie interne dite du « carré magique » décrite dans cette procédure. Elle consiste à identifier pour chaque fonction du process, les connaissances et compétences attendues pour 4 niveaux de « qualification » - débutant, confirmé, expert, référent -.

L'exploitant dispose également de la procédure PG HSE ARF 03 *Formation sensibilisation* non mentionnée à l'item « organisation, formation » du manuel SGS. **Voir demande n°1**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective n°1** : L'organisation du service RH au regard de la formation doit être décrite et formalisée (dans le manuel SGS ou une procédure associée).

**Demande n°1** : Toutes les procédures encadrant l'item formation doivent être visées dans le

manuel SGS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Formation – Plan de formation (élaboration)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf. procédure PG/HSE/ARF/03 <i>Formation et sensibilisation</i>, l'exploitant identifie les besoins en formation en lien avec les risques d'accidents majeurs à partir des résultats de l'étude de dangers.</p> <p>Cf procédure PG/ARF/RH/02 <i>Gestion de la formation</i>, le plan de formation est élaboré de manière annuelle à partir des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les formations obligatoires,</li> <li>- le plan des formations établi par fonction,</li> <li>- les besoins recensés lors des entretiens professionnels. .</li> </ul> <p>La prise en compte du retour d'expérience des accidents ou incidents dans l'élaboration ou la mise à jour du plan de formation n'est pas mentionnée. <b>Voir demande n°2</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°2 :</b> Intégrer la prise en compte du retour d'expérience accidentel pour l'élaboration du plan de formation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Formation – Plan de formation (contenu)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
-----------------------------------------------------------------------------------------

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

**Constats :**

- Le personnel

Le plan des formations obligatoires alimente le plan de formation annuelle.

La sensibilisation à la prévention et au traitement des accidents majeurs est faite par la présentation d'un support papier, qui reprend les scénarios, suivi d'un QCM. En cas d'erreur dans le QCM, un rappel est fait le jour même. Cette sensibilisation est faite tous les 3 ans. Le service RH est en charge de la planification des formations.

L'Inspection s'est intéressée au plan de formation pour les conducteurs du four (poste d'opérateur) qui est découpé en 14 process. Des critères connaissance, autonomie, responsabilité sont définis pour chacun des process.

L'exploitant a identifié des nouveaux besoins de formation concernant le nouveau four puisque la nouvelle chaudière associée à ce four utilisera de la vapeur surchauffée pour la production de l'électricité. **Voir demande n°3**

Les constats ci-après portent sur les formations pour le poste de conduite de l'incinérateur.

En salle de conduite, le débutant est en binôme afin :

- d'appréhender les principes de la conduite des installations avec la supervision des équipements,
- faire le tour du site en respectant le plan de circulation,
- réaliser la ronde,
- assurer les opérations de dépotage stockage,
- de remplir les rapports de production,
- faire les vérifications de routine associée à la défense incendie (démarrage du groupe électrogène ..).

Pour un débutant dans le module "responsabilité", la gestion des MMR et des documents SGS se fait obligatoirement en duo avec un agent confirmé.

Le document (VEN GEN 12) *listing documentation Vendeuil* contient l'ensemble des modes opératoires pour la sécurité incendie, la production, la maintenance, 5S, des procédures associées

au SGS (vérification confinement des bassins d'orage, check-list incendie broyage avant démarrage, vérification hebdomadaire protection cathodique, procédure de réarmement de la sécurité vanne gaz du poste de détente gaz, contrôle clapet silo 21, procédure remplissage et lecture niveau USD, vérification de la protection physique poste détente gaz), le laboratoire, les procédures, les documentations associés aux 14 process nécessaires au poste de conduite.

- Les entreprises extérieures

Pour les entreprises extérieures, elles reçoivent un plan de prévention et la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM).

Le plan de prévention peut être annuel (exemple : vérification des soupapes pour les 4 cuves HPC).

Le plan de prévention détermine les permis nécessaires (CACES).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°3:** L'exploitant précisera sous 6 mois le contenu des formations dédiées à la nouvelle chaudière face aux risques de perte de vapeur, de montée en température, de perte d'épaisseur des panneaux exposés à la fumée, de changement des conditions de conduite pouvant fragiliser l'intégrité de la chaudière dans les modules. Les justificatifs de formation seront transmis à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Formation – Plan de formation (suivi)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

#### **Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

#### **Constats :**

Cf procédure PG/HSE/ARF/03, l'identification des besoins en recyclage est assuré par les RH.

En revanche, les fonctions en charge des étapes de mise en œuvre de la formation, enregistrement de la formation et évaluation ne sont pas identifiées. **Voir demande d'action corrective n°2**

La procédure (PG/VEN/RH11 du 26/08/2025) détaille les différentes étapes d'accueil du personnel.



<p>Un nouvel arrivant est évalué durant les trois premiers mois par son coéquipier, son responsable, le service RH et le service QHSE.</p> <p>Le responsable assure un suivi des compétences de l'agent. Le service RH questionne l'encadrement pour valider le parcours de formation interne. Deux ans d'ancienneté sont nécessaires pour passer du statut de débutant à confirmé.</p> <p>Actuellement pour Vendeuil, 4 opérateurs ont le statut confirmé, 4 de débutant. Cinq intérimaires sont en capacité d'intervenir sur un ou plusieurs process sur les 14 identifiés. Pour la conduite du four, la présence d'un confirmé et d'un débutant sont suffisants. Les coefficients sont établis sur la base de la convention collective des activités du déchet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action corrective n°2 : Compléter la procédure PG/HSE/ARF/03 afin que les fonctions en charge des étapes de mise en œuvre de la formation, enregistrement de la formation et évaluation soient identifiées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Formation – Evaluation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf procédure PG/HSE/ARF/03, une étape d'évaluation de l'efficacité est mentionnée. <b>Voir demande d'action corrective n°3</b> au point de contrôle précédent.</p> <p>L'exploitant vérifie l'assimilation des connaissances à l'issue des formations, notamment par la réalisation de questionnaires avec un pourcentage minimal de réussite requis.</p> <p>Le responsable assure un suivi des compétences de l'agent par une évaluation annuelle. Le service RH questionne l'encadrement pour valider le parcours de formation interne. Le suivi des formations est assuré par le service RH qui dispose d'un tableau de bord pour l'ensemble des agents avec l'ensemble des formations nécessaires et des dates de renouvellement.</p>

<p>Un interview d'un opérateur "four" qui est en poste depuis 3 ans a été effectué. La prochaine formation chaufferie est programmée en décembre 2026.</p> <p>L'agent a décrit les opérations qu'il effectue (mise en route groupe électrogène une fois par semaine en alternance, relevés de données en supervision, approvisionnement du four 3 à 4 chargements par poste, ronde). L'opérateur est sensibilisé au risque de dérive des installations du fait des différences des pouvoirs calorifiques des boues ou déchets à éliminer. Il est équipé d'un dispositif homme mort. Un recyclage sur la sensibilisation aux risques majeurs est programmé le 30 juin 2026. Il n'a pas encore participé à un exercice POI. <b>Voir demande n°4</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°4:</b> Planifier les exercices POI en prenant en compte la rotation des agents dans les équipes afin que chaque agent soit concerné au moins une fois sur trois ou intégrer une formation dédiée dans le plan de formation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Formation – Entreprises extérieures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf. procédure PG/HSE/ARF/11, l'exploitant encadre les interventions des entreprises extérieures au moyen de plans de prévention préalables et d'autorisations de travail, permettant d'identifier les risques liés aux activités réalisées et de définir les mesures de prévention associées.</p> <p>Le plan de prévention indique les compétences nécessaires et attendues.</p> <p>Les autorisations de travail sont délivrées pour chaque intervention une fois le plan de prévention défini. Un exemplaire de la politique de prévention des accidents majeurs est communiqué en même temps que le plan de prévention.</p> <p>Il n'y a pas eu d'interview de personnel d'entreprise extérieure. Ils intervenaient sur le chantier du nouveau four qui est dans un secteur distinct des activités en cours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>